



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada



AGA KHAN FOUNDATION



Save the Children



AGA KHAN FOUNDATION (AKF) Projet d'Amélioration de l'Accès à des Services d'Éducation de Qualité (PASEQ)

RAPPORT ANNUEL – AN 03 Période du 1er janvier au 31 décembre 2016



Point de contact :

Nom : Tracey Evans

Titre: Chargée de programme, Fondation Aga Khan Canada

Adresse: La Délégation de l'Imamat Ismaili, 199 Sussex Dr, Ottawa, Canada, K1N 1K6

Numéro de téléphone : (613)-237-2532 ext.138

Adresse de courrier électronique : tracey@akfc.org

26 janvier 2017

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	2
Mise à jour sur le contexte	2
OPÉRATIONS	2
Mise en œuvre	2
Enjeux de gestion et ajustements au projet.....	19
Suivi et gestion des thèmes transversaux.....	115
Rapport financier.....	15
RÉSULTATS.....	15
Résultats percutants	15
Apprentissages	25
Témoignages et documents à l'appui	Error! Bookmark not defined.
Reconnaissance de la contribution du MAECD	Error! Bookmark not defined.
<i>Outils de Gestion par Résultats et de Gestion des risques...</i>	Error! Bookmark not defined.
Liste des partenaires.....	Error! Bookmark not defined.

ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADC	Agent de développement communautaire
AE	Académie d'enseignement
AKF	Fondation Aga Khan
AMC	Affaires mondiales Canada (ex Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce et Développement de Canada MAECD)
AME	Association de mères d'élèves
APE	Association des Parents d'Élèves
CAP	Centre d'animation pédagogique
CDPE	Centre de Développement de la Petite Enfance
CGS	Comité de Gestion Scolaire (primaire)
COGES	Comité de Gestion Scolaire (préscolaire)
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DFADT	Foreign Affairs, Trade and Development Canada
DNEPS	Direction Nationale de l'Éducation Préscolaire et Spéciale
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement du Contrôle des Pollutions et des Nuisances
DRH	Direction Régionale de l'hydraulique
DRS	Direction Régionale de la santé
EPE	Enfant pour Enfant
FTI	Fast Track Initiative/Initiative de Mise en Œuvre Accélérée
GDE	Gouvernement d'enfants
GPE	Global Partnership for Education/ Partenariat Mondial pour l'Éducation
LCEE	Loi canadienne sur l'évaluation environnementale
ME	Mère Éducatrice
MEN	Ministère d'Éducation National
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
PAGES	Promoting African Grassroot Economic Security through Education and Skills
PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PDCRM	Programme de Développement Coordonné dans la Région de Mopti
PHAE	Promotion de l'hygiène et assainissement à l'école
PISEIII	Programme d'Investissement du Secteur de l'Éducation
PUEPT	Programme Universel d'Éducation pour Tous
RECOTRAD	Réseau des communicateurs traditionnels
SCOFI	Scolarisation des filles
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TDR	Termes de référence
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
WASH	Water, Hygiene and Sanitation/ Eau, Hygiène et Assainissement

SOMMAIRE

Ce rapport rend compte des activités réalisées de janvier à décembre 2016 en une première partie et de rapport final dans une seconde partie. A ce titre, il tient lieu de rapport annuel 2016 et de rapport final 2014-2016.

Mise à jour sur le contexte

L'année 2016 a été marquée, sur le plan sécuritaire, par des incidents majeurs qui ont eu des répercussions limitées sur les activités. On peut citer le conflit foncier entre les villages de Mougnan et de Kossouma provoquant la mort de 14 personnes et obligeant le projet à réduire provisoirement les déplacements dans ces villages. Aussi, à la rentrée scolaire, deux écoles cibles du projet à Samaye et Saré Seyni ont ouvert en novembre 2016 au lieu d'octobre (conformément au programme officiel), accusant un retard d'un mois sous la menace des terroristes.

L'inondation d'une partie de la zone d'intervention d'AKF¹ a retardé la reprise à temps de certaines écoles dont l'école de Sare Seyni qui est séparée du village par un ancien bras du fleuve. Grace aux interventions humanitaires de l'État et des missions Onusiennes, l'inondation n'a pas causé de déplacement majeur de familles.

Sur le plan purement académique de l'année 2016, les cours se sont déroulés normalement dans la plupart des écoles cibles du programme.

I. OPÉRATIONS

L'année 2016 a été très intense en termes de réalisations conformément au plan de travail. Des progrès significatifs ont été réalisés malgré un climat sécuritaire relativement difficile depuis la crise de 2013.

Mise en œuvre

Conformément au plan de travail 2016, validé par le comité régional d'orientation, les prévisions ont été entièrement exécutées sur l'ensemble des trois composantes du projet.

Composante 1100 : « Une fréquentation accrue des écoles et des centres de développement de la petite enfance par les filles et les garçons grâce à des infrastructures scolaires favorables à l'accueil des filles et des enfants à mobilité réduite »

Toutes les infrastructures et équipements scolaires prévus en 2016 ont été à 100% réalisés et réceptionnés.

Il s'agit de la réalisation de 13 nouveaux forages complétant le nombre total de nouveaux forages réalisés à 29 comme initialement prévu.

Pour l'activité de réhabilitation, 5 forages étaient prévus. Suite à l'exécution de cette activité, des économies ont été réalisées et ont permis à AKF de répondre à 18 nouvelles demandes de réhabilitation de forages pour des écoles nécessitées, mettant ainsi en avance ce résultat à 23 forages contre une prévision de 5.

¹ OPIDIN : Outil de Prédiction des Inondations dans le Delta Intérieur du Niger - Bulletin du 11 Octobre 2016

Enfin, au niveau du village de Barbé, le forage réalisé au CDPE a été négatif et celui de l'école avait une insuffisance d'eau. Ainsi, 2 bornes fontaines ont été réalisées pour assurer l'accès à l'eau pour les enfants du CDPE et de l'école. 6 sites (Gomitogo, Siratintin, Makamou, Koina, Taga et Kouima) ont bénéficié de 3 salles + bureau-magasin tandis que 2 (Syn et N'Golla) ont eu 3 salles de classe + deux blocs de latrines de 3 cabines. 4 autres sites ont bénéficié de hangar-cantines.



Borne Fontaine CDPE de Barbé

Les CDPE ont été réalisés dans 6 sites, complétant ainsi 10 CDPE. Tous ont été équipés de kits de jeux de plein air composés de : 2 manèges, 2 balançoires, 1 toboggan, 10 petites tables, 230 chaises pour enfant, 3 chaises pour mères, une table pour ME

La qualité a été confirmée pour de toutes les infrastructures construites par des bureaux de suivi indépendants et agréés avec la participation des techniciens de l'État.

Par ailleurs, la faiblesse majeure au niveau de cette composante « infrastructures » fut le dépassement du délai initial de construction presque pour tous les sites, occasionnant des avenants. Cette situation a évidemment eu des incidences budgétaires sur le projet. A titre d'exemple, la prolongation des délais de construction a conduit à une augmentation du cout pour le suivi du bureau indépendant de suivi contrôle. Également, pour la réalisation du CDPE de Sofara II, le projet a connu des incidents qualifiés d'actes de vandalisme qui ont retardé sa construction suite à des saccages (deux fois) de son chantier pour des prétextes relatifs à la proximité du site du CDPE au cimetière du village. Après des analyses approfondies de la situation, l'équipe du PASEQ appuyée par la Direction du PDCRM et le volet « Société Civile et

Mobilisation Sociale » a mené des négociations et sensibilisations au niveau des autorités communales et villageoises qui ont abouti au choix d'un nouveau site de façon consensuelle et à la réalisation du CDPE. Les travaux ont été achevés et les infrastructures occupées à partir de novembre 2016 à la satisfaction de toutes les parties.

Le tableau des extrants en bas et le diagramme de Gantt joint donnent le détail des sites bénéficiaires et des types de construction.

A. Composante 1200 : Les conditions d'apprentissage dans les écoles primaires et les CDPE sont améliorées du point de vue sanitaire, sécuritaire et alimentaire en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des garçons.

Cette composante est consacrée aux formations/recyclages des acteurs (conseillers pédagogiques, enseignants, mères éducatrices), de la dotation des cantines en vivres, aux campagnes de déparasitage, de sensibilisation, et d'implication active des élèves à travers le gouvernement d'enfants.

Toutes les formations ont été dispensées aux dates et aux cibles prévues. Elles ont été assurées par des conseillers Pédagogiques de l'Académie d'Enseignement (AE) de Mopti et des Centres d'Animation Pédagogique (CAP) de Mopti, Sofara et Djenné et par la DNEPS. Le suivi pédagogique de l'ensemble des écoles et CDPE encadrés eu lieu au moins une fois par année scolaire. Ceci est à mettre dans le cadre des bonnes pratiques et est attribuable au PASEQ tant par la forme que le contenu.

Selon le Chef de Division Formation de l'AE de Mopti, les formations financées par AKF dans le cadre du PASEQ ont permis, entre autres, d'observer chez les enseignants, « une nette amélioration des pratiques de classe, d'appliquer la pédagogie différenciée, la pédagogie des grands groupes, la gestion du personnel par les directeurs d'écoles, la confection des jeux avec des matériaux locaux par les Mères Éducatrices. Grâce à la formation des Conseillers Pédagogiques en Suivi – Supervision, la différence entre les deux concepts a été maîtrisée et la capacité de rendre compte du suivi pédagogique a été améliorée, permettant ainsi la bonne mise à jour régulière de la documentation de l'activité au niveau des CAP d'intervention ».

Pour Kadidia Dembéle, Mère Éducatrice au CDPE de Mougnan, grâce à la formation donnée par le projet en confection de jeux, elle est aujourd'hui capable de fabriquer avec des matériaux locaux des jeux pour enfants. Aussi, après avoir reçu récemment un suivi pédagogique qui a porté sur le suivi post formation sur le cahier de la mère éducatrice, elle dit avoir pris confiance en elle-même dans la préparation de leçons et d'activités diverses. Grâce aux formations et suivis pédagogiques reçus, elle trouve que ses pratiques d'activités se sont considérablement améliorées.

Au cours de l'année 2016, 50 enseignants de la zone d'intervention ont été mutés alors qu'ils avaient déjà bénéficié des formations organisées par le projet. N'eut été ces rotations, les acquis des formations auraient été davantage profitables pour les enfants de la zone de AKF et leurs impacts seraient certainement plus grands. C'est pour cette raison que la mutation fréquente des enseignants devient un sujet de préoccupation pour lequel des solutions doivent être trouvées avec les autorités scolaires.

Les résultats des focus groups lors de l'enquête annuelle ont clairement montré que les élèves à presque 100% affirment que leur environnement d'apprentissage a été amélioré. Les filles affirment qu'elles font maintenant moins l'objet de harcèlement et de critique négative de la part de leurs pairs et des enseignants. Elles font l'objet de plus d'attention dans les classes par les enseignants et ne sont pas rejetées de l'école en cas d'autres problèmes. Les équipes d'enquêteurs rapportent n'avoir eu aucune difficulté à faire parler ouvertement les élèves même

devant les enseignants. Ils attestent d'une bonne tendance de changement positif à cet égard. Ceci étant dit, quelques cas de harcèlement des filles par les garçons sur la route de l'école, surtout pour celles qui viennent d'autres villages, sont rapportés. Il s'agit plutôt des querelles entre groupes d'écoliers sur la route de l'école qu'il va falloir aborder avec les membres des COGES et les enseignants pour y mettre fin.

Compte tenu de l'importance de l'alimentation scolaire sur la fréquentation des CDPE et écoles, une attention particulière lui a été réservée. La contribution de l'alimentation à l'amélioration sur la fréquentation des CDPE et écoles est soutenue par l'évolution de l'effectif de 3644 élèves pour l'année scolaire 2015-2016 à 4158 élèves (dont 2058 filles) pour 18 écoles à cantines pour l'année scolaire 2016 – 2017, et de 4101 enfants pour l'année scolaire 2015 – 2016 à 4141 enfants (dont 2220 filles) pour 30 CDPE pour l'année scolaire 2016 – 2017.

Un dispositif de suivi contrôle de qualité, impliquant les services techniques locaux de la nutrition/hygiène des Centres de Santé de Référence a permis d'assurer un suivi efficace de proximité de la qualité de l'alimentation et du respect des normes des cahiers de charges par les prestataires.

La pérennisation de l'alimentation scolaire dans les CDPE et écoles est en bonne voie.

Il importe de signaler qu'une stratégie déjà fonctionnelle de pérennisation de l'alimentation scolaire a été mise en place et les intérêts produits ont commencé à être utilisés dans les cantines à partir de l'année 2016. Il s'agit des fonds AGR (activité génératrice de revenus) d'un montant de 2.000.000 CFA par structure CGS ou COGS qui ont été alloués par le projet, à travers la Première Agence de Micro finance (PAMF) qui est la caisse d'épargne et de crédit du Réseau Aga Khan. Ces fonds sont gérés par les membres de COGES et CGS eux-mêmes, qui les prêtent à d'autres membres de leurs communautés pour un frais d'intérêt. Les intérêts sont collectés et destinés à appuyer l'alimentation scolaire, l'appui à la motivation de ME et la pérennisation des cantines. Au 31 décembre 2016, 1196 bénéficiaires ont accédé au prêt à travers les COGES et CGS et un intérêt total de 9.834.492 CFA a été généré pour le soutien des cantines. A partir d'octobre 2016, à la faveur d'un atelier de formation sur la pérennisation des cantines scolaires, les CGS ont revu à la hausse le montant revenant à la pérennisation des cantines (70%) selon la nouvelle clé de répartition des intérêts des AGR au détriment des autres postes de dépenses qui sont, 15% prise en charge de la cantine et 15% pour les petites dépenses de l'école et le fonctionnement du CGS.



Distribution des dotations de vivres au CDPE de Mougnan

Quant aux CDPE exclusivement, la stratégie de la pérennisation de leur alimentation est renforcée par la stratégie du warrantage mettant en relation divers acteurs en faveur de l'éducation. Neuf coopératives de la zone d'AKF seront financées par la PAMF en vue de mener le warrantage (crédit stockage vivrier). L'intérêt réalisé à travers cette activité est reparti entre ces coopératives et les 30 CDPE du projet. La part revenant à ceux-ci consistera à leur fournir des vivres à travers leur comité de gestion (COGES). La stratégie a démarré en décembre 2016 par la signature des différents protocoles entre les différentes parties prenantes du processus.

Les Campagnes semestrielles de déparasitage et de fourniture de suppléments de micro nutriments aux filles et garçons des CDPE et de l'école primaire se sont achevées grâce à la complémentarité entre le projet et l'État. La cinquième et dernière campagne du projet a été effectuée par l'État en novembre 2016 à travers les enfants de 6 à 59 mois. Les enfants fréquentant les CDPE sont pris en charge à travers cette tranche d'âge. La leçon apprise ici est qu'en agissant en synergie avec les services locaux de santé, le déparasitage a été effectif au niveau des CDPE et écoles en même temps que la duplication de l'action a été évitée. Pour l'avenir, pour des activités communes avec les services de l'État, une planification conjointe sera envisagée afin d'agir en synergie et éviter la duplication.

Pour améliorer la participation des enfants dans la gestion de l'école et pour supporter la promotion et la prise en compte de leurs droits au sein des communautés, 42 gouvernements d'enfants (GDE) ont été remembrés et renforcés au cours de l'année 2016. Les changements notoires incluent la promotion du leadership féminin à travers 18 filles en position de Premier Ministre sur les 42 GDE. Ce début de changement doit être consolidé pour une véritable émergence des filles compte tenu du poids toujours grand de la tradition et des pratiques néfastes qui défavorisent très souvent les filles.



Formation de Gouvernement d'enfants de Gomitogo

Grace à l'appui technique et financier le projet a permis a formé 420 élèves, dont 210 filles membres, d'exécuter 42 plans d'actions à travers 42 GDE qui ont permis aux enfants d'avoir accès à des kits sanitaires pour les premiers soins à l'école, des kits d'hygiène et d'assainissement, de sport et de faire la promotion de la scolarisation des filles.

B. Composante 1300 : La gestion des écoles et des CDPE en mode décentralisé dans les zones ciblées par le projet est améliorée et sensible à l'égalité entre les femmes et les hommes :

L'amélioration de la gouvernance et du genre a été poursuivie en 2016 par les formations des élus, des membres des COGES, AME et CGS en gestion décentralisée des écoles et des CDPE.

Parmi les effets issus de la formation des élus sur le thème, on peut citer la prise en compte par 11 Plans de Développement Social, Economique et Culturel (PDSEC) de 11 Communes sur les 12, la prise en charge de l'alimentation scolaire.

Quant aux Comité de Gestion Scolaires (CGS), c'est à la faveur d'un atelier de formation à l'intention de leurs membres, que ceux-ci ont décidé de modifier la clé de répartition des intérêts issus des fonds AGR en rehaussant la part réserver à la pérennisation des cantines à 70% au détriment des autres postes de dépenses (complément de frais de condiments des cantines 15% et prise en charge des dépenses de fonctionnement du CGS et des petites dépenses de l'école 15%).

Un plan genre du PASEQ intégrant celui de l'AE a été élaboré grâce à la collaboration étroite avec la section scolarisation des filles (SCOFI) de l'AE. Il a servi à prendre en charge les priorités par des actions concrètes. Les comités UNGEI (initiative des nations unies pour la scolarisation des

filles) étaient déjà mise en place grâce à l'UNICEF dans les CAP de Mopti, Sofara et Djenné et sont des partenaires du projet en vue d'assurer un soutien continu aux progrès accomplis.

Des séances de sensibilisation pour la scolarisation des filles, contre le travail de l'enfant et contre le mariage précoce ont été réalisées à travers 72 présentations de sketches dans les 55 villages d'intervention du PASEQ. Ces sketches ont été animés par le groupe théâtral Kanyama Buroon de Mopti de juillet à octobre 2016 en plus de 4 campagnes radiophoniques sur les radios Kaoural et ORTM – Mopti.

Ces campagnes montent à 12 le nombre de campagnes radios prévues et accomplis pour la durée du projet. Deux stations de radios ont assuré la diffusion des messages, il s'agit de la Radio Kaoural et de l'Office des Radio diffusions et Télévision du Mali (ORTM, station régionale de Mopti). Les messages ont porté sur les thèmes suivants :

- Les avantages de la préscolarisation des enfants
- Les avantages de la scolarisation des filles
- Fréquentation et maintien des élèves en classe – absentéisme ;
- Renforcement de la prise en compte du genre à l'école ;
- Lutte contre les violences faites aux filles en milieu scolaire ;
- Protection des enfants (droits des enfants) ;
- Les facteurs de déperdition scolaire des filles (mariage précoce ou forcé, l'exode rural, les travaux domestiques abusifs)
- La scolarisation inclusive des enfants : filles, garçons, handicapé(e)s ;

Les langues utilisées sont Bamanankan, Fulfuldé (Fulani) et Bozo, qui sont les langues dominantes de la zone.

L'organisation du suivi des messages par les communautés a été assurée sur terrain par les ADC. Le profit fait de ces messages peut bien aller au-delà du PASEQ en termes de zone de couverture et même termes de durée des effets attendus sur la scolarisation des filles.

Le tableau des extrants donne plus de précisions sur les acquis du projet.

Progrès des extraits et résultats

Résultats Immédiats 1110	Un accès accru à des conditions physiques d'apprentissage (infrastructure scolaire – écoles, CDPEs, cantines) améliorées durables et respectueuses de l'environnement, qui sont adaptées aux besoins des enfants, surtout pour les filles et les enfants vivant avec un handicap dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extraits 1111	Une étude d'impact environnemental est réalisée	Nombre d'étude environnementale réalisée	-	1	-	2	En avance. La première EIE qui a concerné tous les sites d'AKF à l'exception de Makamou a été faite en 2015. La 2ème mission de l'EIE a concerné uniquement le site de Makamou . Les 2 EIE réalisées au cours du projet ont eu lieu sur les sites de : Somadougou, Makamou et Sofara.
Extraits 1112	Les infrastructures d'écoles primaires/CDPE respectueuses de l'environnement et adaptées aux besoins des enfants y compris ceux/celles vivant avec un handicap sont construites	Nombre d'écoles construites (3 salles de classe +Bureau Directeur/Magasin + 2 blocs de latrines à 3 cabine avec dispositif de lave main) avec rampes d'accès et équipées	-	3	-	3	Achévé
Nombre de Bureau/Magasin		-	1	-	1	Achévé	
Nombre de blocs de 3 salles de classe construites avec rampes d'accès et équipées		-	-	-	-		
Nombre de blocs de 03 salles de classes + Bureau Directeur/Magasin construites avec rampes d'accès et équipées		6	8	6	8	Achévé	
Nombre de blocs de 03 salles de classes + 2 blocs de latrines à 3 cabine avec dispositif de lave main construites avec rampes d'accès et équipées		1	1	2	2	Achévé Le changement de bureau magasin de N'Golla en latrines fait q'il soit transféré dans ce paquet.	
Nombre de CDPE construits avec rampes d'accès et équipés		6	10	6	10	Achévé	
Extraits 1113	Les infrastructures de cantines scolaires respectueuses de l'environnement et adaptées aux besoins des enfants y compris ceux/celles vivant avec un handicap sont construites et équipées	Nombre de cantines scolaires construites et équipés	4	8	4	8	Achévé
Nombre de cantines scolaires construites et équipés dans les CDPE		-	-	-	-		

Extrants 1114	Les écoles et les CDPE sont dotés en matériels et kits de cuisine	Nombre d'écoles/CDPE dotés de kits de cuisine	-	48	-	48	Achévé
Résultats Immédiats 1120	Un accès accru à des infrastructures d'eau et d'assainissement (points d'eau et latrines) améliorées pour les enfants du primaire et des CDPE, surtout pour les filles et les enfants vivant avec un handicap dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1121	Les écoles et les CDPE sont dotés de points d'eau potable, kits et de matériel d'hygiène et assainissement	Nombre d'écoles / CDPE dotées en postes d'eau potable	-	72	-	72	Achévé
		Nombre d'écoles/CDPE dotés de kits et matériels d'hygiène	-	72	-	72	Achévé
Extrants 1122	Les infrastructures d'hygiène, eau et assainissement dans les écoles primaires et CDPE respectueuses de l'environnement et adaptées aux besoins des enfants y compris ceux/celles vivant avec un handicap sont construites	Nombre de latrines additionnelles (séparées garçon/fille) de 2 blocs construites prenant en compte les enfants vivant avec un handicap (garçons et filles) dans les écoles	10	14	10	10	Achévé NB. Sur la cible du projet comprenant 14 blocs de latrine, 4 (Saré Mah, Dio, Youré et Syn) ne sont pas comptabilisés ici, mais dans les paquets d'écoles.
		Nombre de latrines additionnelles d'1 bloc construit prenant en compte les enfants vivant avec un handicap dans les CDPE	1	11	1	1	Achévé Les Dix latrines réalisées à travers les infrastructures CDPE avaient été comptabilisées ici en plus de Koïna (représenté ici) pour le résultat de 11 latrines.
		Nombre de forages réalisés/réhabilités	31	34	36	52	Cette ligne cumule les nouveaux forages et les réhabilitations d'anciens forages. Le total fait 52. Le nombre de nouveaux forages fait 29 et les réhabilitations font 23 comprenant les 18 ajoutés après la planification initiale.
Résultats Immédiats 1210	Les connaissances des enseignants/ enseignantes et mères éducatrices en matière de lutte contre toutes formes de marginalisation et violence sont améliorées dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1211	Une étude de référence incluant une analyse genre est effectuée	Nombre de rapport d'étude de référence produit y compris l'analyse genre	-	-	-	-	

Extrants 1212	Les enseignantes et enseignants et les mères éducatrices sont formés en pédagogie sensible au genre et la lutte contre la violence à l'école	Nombre d'enseignantes et d'enseignants formés en pédagogie sensible au genre et lutte contre la violence à l'école	-	168	168	171	En avance : 3 enseignants supplémentaires ont pris part à la formation. NB. La cible du projet fait 168 enseignants dont 50 femmes et à la réalisation, 171 ont été formés dont 52 femmes.
		Nombre de mères éducatrices formées en pédagogie sensible au genre et la lutte contre la violence au CDPE	-	90	-	95	En Avance : 5 ME bénévoles ont pris part à la formation. Elles sont toutes femmes
Extrants 1213	Les enseignantes, enseignants/ mères éducatrices sont formés en appui psycho social et protection des enfants	Nombre d'enseignantes et d'enseignants formés en appui psycho-social et protection des enfants	-	168	168	193	En Avance : La formation a été reprise suite aux recommandations des suivis post formation et compte tenu de son importance et des cas de mutation d'enseignants. NB. La cible du projet fait 168 enseignants dont 50 femmes. Le nombre d'enseignants et de conseillers pédagogiques mutés dans la zone et formé fait 25 pour les 2 ans. Le nombre total d'enseignants formés fait donc 193 dont 49 femmes.
		Nombre de mères éducatrices formées en appui psycho sociale et protection des enfants	-	90	-	96	En Avance : 6 ME bénévoles ont pris part à la formation. Elles sont toutes femmes
Résultats Immédiats 1220	Les pratiques des élèves et enfants du préscolaire (garçons/filles) en matière d'eau, d'hygiène, d'assainissement, et environnement sont améliorées dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1221	Les Enseignantes / enseignants et les mères éducatrices sont formés à la promotion de l'hygiène, l'assainissement, et environnement	Nombre d'enseignantes/enseignants formés à la promotion de l'hygiène et l'assainissement et environnement	-	126	-	130	En Avance : Une session spéciale organisée pour atteindre la cible a permis de la dépasser. NB. La cible du projet fait 126 enseignants dont 38 femmes. A la réalisation, 130 ont été formés dont 36 femmes .
		Nombre de mères éducatrices formés à la promotion de l'hygiène et de l'assainissement et environnement	-	90	-	95	En Avance : 5 ME bénévoles ont pris part à la formation
Extrants 1222	Les gouvernements d'enfants/clubs d'hygiène sont créés/ redynamisés	Nombre de gouvernements d'enfants/clubs d'hygiène et d'assainissement qui mettent en œuvre leurs plans d'actions	-	42	-	42	Achévé
		Nombres d'enfants (filles/garçons) dans les GDE/clubs formés sur leurs rôles et responsabilités	210	210	420	420	En avance. La stratégie de formation adoptée a permis de réduire les coûts de formation et de prendre en charge la participation de tous les 10 membres de gouvernement d'enfants par école Le

							nombre total formé fait 420 dont 210 filles.
Résultats Immédiats 1230	Les mères éducatrices ont une meilleure connaissance du guide de conduite des activités des CDPE dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1231	Les Mères éducatrices (3/ CDPE) sont formées sur le guide de conduite des activités des CDPE, la nutrition, et une formation continue leur est assurée	Nombre de mères éducatrices formés sur le guide de conduite des activités des CDPE et la nutrition	-	30	-	32	En Avance : deux Mères Educatrices (ME) bénévoles ont pris part à la formation
		Nombre de mères éducatrices formés sur en nutrition	-	90	-	92	En Avance : deux Mères Educatrices (ME) bénévoles ont pris part à la formation
		Nombres de mères éducatrices qui ont bénéficié de la formation continue	-	120	90	126	En Avance : 6 ME bénévoles ont pris part à la formation
Résultats Immédiats 1240	Les filles et garçons du préscolaire et du primaire ont accès à une alimentation scolaire continue et durable et sont déparasités dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1241	Des campagnes semestrielles de déparasitage et de fourniture de suppléments de micro nutriments aux filles et garçons des CDPE et du primaire sont organisées	Nombre de campagnes de déparasitage et de distribution de micro nutriment réalisées	2	5	2	5	Achévé
		Nombre d'enfants (filles/garçons) des CDPE/primaire ayant bénéficié du parasitage et du micro nutriment	7 416	4 620	7 416	7 416	En avance : La cible du projet fait 4620 dont 2310 filles. Au total, 7416 enfants dont 3847 sont déparasités
Extrants 1242	Les filles et garçons des CDPE reçoivent un gouter journalier et les élèves (filles et garçons) du primaire reçoivent un repas équilibré par jour avec des produits provenant d'un approvisionnement respectueux de l'environnement	Nombre d'enfants (fille/garçon) des CDPE ayant reçu un gouter journalier	3 811	2 100	4312	4312	En avance : La cible du projet fait 2100 dont 1050 filles. Au total, 4312 enfants dont 2332 filles ont reçu un repas journalier
		Nombre d'élèves (fille/garçon) du primaire ayant bénéficié de repas journalier	3 605	2 520	4 158	4 158	En avance : La cible du projet fait 2520 dont 1260 filles. Au total, 4158 enfants dont 2058 filles ont reçu un repas journalier
Résultats Immédiats 1310	Les capacités des hommes et femmes membres des CGS, COGES, AMEs, les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP sont améliorées pour gérer efficacement les écoles primaires et les CDPEs en mode décentralisé dans les écoles/CDPE ciblés						

	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1311	Les femmes et hommes membres des CGS, COGES, et AME sont formés en gestion de l'école en mode décentralisé et en gestion des cantines scolaires	Nombre de CGS, COGES, AME, formés en gestion de l'école en mode décentralisé et en gestion des cantines	-	72	-	72	Achevé : Sur les 72 membres formés 30 sont des femmes
		Nombre de membres (femme/homme) de CGS, COGES, AME formés en gestion de l'école en mode décentralisé et en gestion des cantines	-	360	381	383	En avance : La cible du projet fait 360 dont 180 femmes. A la réalisation, 383 membres ont été formés dont 232 femmes.
Extrants 1312	Les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP sont formés en gestion de l'école en mode décentralisé et en gestion des cantines scolaires	Nombres d'élu(e)s (femme/homme) et conseillers formés en gestion de l'école en mode décentralisé et en gestion des cantines scolaires	-	36	36	43	Achevé : La cible du projet fait 36 dont 18 femmes. A la réalisation, 43 membres ont été formés dont 8 femmes.
Extrants 1313	Les campagnes de sensibilisation sont organisées pour accroître l'accès des filles au CDPE et à l'école primaire	Nombre de campagnes radios organisées	4	12	4	12	Achevé
Résultats Immédiats 1320	Les connaissances des hommes et femmes membres des CGS, COGES, AME les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP et les cantinières sont améliorées en matière de genre, d'eau et assainissement et de nutrition dans les écoles/CDPE ciblés						
	Énoncé de l'extrait tiré du modèle logique	Indicateur(s) dans le CMR	Cible de l'An 3	Cible du projet	Réalisation de l'An 3	Réalisation depuis le début du projet	État d'avancement jusqu'ici
Extrants 1321	Les femmes et les hommes membres des CGS, COGES et AME sont formés en WASH et en genre, et les cantinières sont formées en alimentation scolaire, diététique, hygiène et assainissement	Nombre de CGS, COGES, AME, formés en Wash et en genre	-	72	-	72	Achevé : Sur les 72 membres formés 30 sont des femmes
		Nombre de membres (femme/homme) de CGS, COGES, AME formés en Wash et en genre	-	360	-	360	Achevé : Sur les 360 membres formés 150 sont des femmes
		Nombre de cantinières formées en alimentation, diététique, hygiène et assainissement.	-	114	-	114	Achevé : Les 114 sont toutes des femmes
Extrants 1322	Les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP sont formés/recyclés en WASH et genre	Nombres d'élu(e)s (femme/homme) et conseillers formés en WASH et genre	-	36	-	36	Achevé : Sur les 18 conseillers formés, 4 sont des femmes
Extrants 1323	Les appuis financiers et techniques sont apportés aux CGS et COGES pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action pour la pérennisation des cantines	Nombre de plans d'actions financés pour la pérennisation des cantines	-	48	-	48	Achevé

Enjeux de gestion et ajustements au projet

- En plus du mécanisme de suivi participatif dont les acteurs sont les services techniques de l'État (AE et CAP), les communes, les communautés et AKF, le renforcement du suivi des chantiers et le rappel à l'ordre des entreprises retardatrices par AKF et son bureau indépendant de suivi-contrôle ont permis d'achever et mettre à la disposition des enfants toutes les constructions d'infrastructures scolaires et de CDPE avant décembre 2016.
- Aucune entreprise n'est parvenue à achever les travaux de construction avant de recourir à un ou plusieurs avenants à cause du dépassement de la durée contractuelle convenue pour la réalisation des travaux. C'est pourquoi un suivi rapproché et des analyses régulières des progrès dans les constructions ont été menés pour apporter des ajustements ou mise en garde nécessaires, selon les cas. Cette situation a évidemment des incidences budgétaires sur le projet. A titre d'exemple, la prolongation des délais de construction conduit toujours à une augmentation du coût de suivi du bureau indépendant de suivi contrôle.
- Grâce au suivi régulier de la situation sécuritaire et des consignes de sécurité et à la capacité d'organisation d'AKF, l'équipe du projet a pu exécuter la totalité des prévisions tout en préservant la sécurité du personnel, malgré la rotation du Project Manager et d'un ADC.
- L'approche multisectorielle d'AKF a donné l'opportunité de bâtir un partenariat endogène et local de public et privé pour proposer un modèle de pérennisation innovatrice à travers la stratégie de warrantage avec la collaboration des coopératives, des COGES et d'une banque microfinance. La clôture du PASEQ ne saurait pas un obstacle à la continuité de la stratégie du fait que des protocoles régissant les relations et les obligations de toutes les structures impliquées dans le processus ont fait l'objet d'approbation par tous les acteurs. Il faut aussi compter avec le fait que les coopératives et les COGES qui sont les principaux acteurs de ce processus, sont aussi en même temps, les parents des enfants dont l'alimentation est gérés par ce processus. Aussi, les projets de Développement Rural et de la Mobilisation Sociale et Société Civile d'AKF évoluant sur le terrain sont des recours de proximité pour la remontée de certaines informations ou données importantes à la commission mise en place pour la gestion du processus et dont AKF est représentée par trois membres.

Suivi et gestion des thèmes transversaux

Mentionnez l'avancement du projet par rapport à chacun des thèmes transversaux d'AMC (genre et environnement).

- Pour les aspects environnementaux

Rapporter les Réponses apportées aux recommandations de l'Étude d'Impact Environnemental :

Décrire les actions menées au cours de l'année, notamment en lien avec les recommandations de l'EIE. Se référer à la note et au tableau ci-dessous :

- a) Mesures spécifiques

Région/Cercle/ Commune	Village/ site	Recommandations EIE	Actions menées	Contraintes
Mopti/Mopti/ Sio	Somado ugou	Reboisement compensatoire de ½ ha.	210 pieds plantés	<p>A cause de la divagation des animaux, la 1^{ère} tentative de boisement a échoué. Aucune plante n'a survécu.</p> <p>Suite aux sensibilisations du CGS et des autres acteurs de l'école, la 2^{ème} tentative de remplacement des 210 plants a été renforcée par l'utilisation des protèges plants et la mise en place d'un système d'entretien impliquant la commune, le CGS, le Gouvernement des Enfants (GDE) et la Direction de l'école.</p> <p>Le reboisement étant déjà inscrit sur le plan d'action du Gouvernement Des Enfants, l'implication des élèves dans l'entretien des plants est effective.</p>
	Tous les sites	Sensibilisation contre le VIH/SIDA et MST	Sensibilisations régulières sur les chantiers et auprès des communautés	Couvertures des chantiers, le suivi des campagnes dans les communautés.

Attacher des cas de succès si disponibles.

- Pour le Genre:

Plan d'action genre 2016	Initiatives prises	Contraintes
Sensibilisation sur la scolarisation des filles, contre le travail des enfants, le mariage précoce, etc.	Tenue des sketches grands publics dans tous les villages cibles par une troupe de théâtre commise pour l'occasion.	Difficulté d'accès à certains sites à cause de la montée des eaux hivernales.
Sensibilisation sur la scolarisation des filles, contre le travail des enfants, le mariage précoce	Réalisée à travers des campagnes radios diffusées sur l'ORTM et la Radio Kaoural et des groupes d'écoute constitués grâce aux actions de mobilisation des ADC.	Aucune
Prise en compte de l'égalité entre les sexes dans les campagnes de communication	Effective à travers les campagnes radios diffusées sur l'ORTM et la Radio Kaoural et des groupes d'écoute constitués grâce aux actions de mobilisation des ADC.	Financement et coordination avec L'AE
Planification et suivi-évaluation sensibles au genre	AKF dispose d'un plan d'action genre intégrant celui de l'AE. Des initiatives genre ont été capitalisées et partagés avec le consortium.	Financement et coordination avec L'AE
Formation des membres des GDE sur le suivi sensible à l'égalité entre les sexes.	Dans la répartition des tâches scolaires, aucune tâche n'est attribuée selon le sexe au niveau des 42 GDE. Par exemple, les filles effacent le tableau au même titre que les garçons. De même, les filles comme les garçons effectuent le balayage des classes et de la cour de l'école et effectuent tous la corvée d'eau aussi bien pour la consommation que pour les plantations.	Aucune
Sensibilisation des femmes pour leur participation à la prise de décision, et le leadership.	Des postes de responsabilité des CGS et COGES ont été confiés à des femmes. Il a été demandé à tous les membres de jouer pleinement leurs rôles. Ce faisant, certaines femmes, à cause de leur poste de responsabilité ont été en position de prendre de lourdes responsabilités, de grandes décisions. Ainsi, et de plus en plus, elles ont pris le leadership de leurs organisations.	Aucune
Intégrer le genre dans la réalisation des infrastructures	Respect des normes standards des infrastructures en matière de genre à travers la séparation physique des blocs de latrines garçons et filles.	Aucune

Gestion des Opérations :

Les comités régionaux de pilotage ont approuvé les planifications et leurs suivis évaluations ont été faits le 13 juin 2016 et le 15 décembre 2016 par l'ensemble des acteurs régionaux et locaux comprenant le Gouvernorat de Mopti, l'Académie, les 3 CAP, les 12 communes, les directeurs régionaux et les services techniques locaux.

Rapport financier

Veillez suivre les instructions pour les rapports financiers.

RÉSULTATS

Résultats percutants

Tableau des Résultats

Résultats	Commentaires sur les résultats atteints
Résultat immédiat 1110 : Un accès accru à des conditions physiques d'apprentissage (infrastructure scolaire – écoles, CDPE, cantines) améliorées durables et respectueuses de l'environnement, qui sont adaptées aux besoins des enfants, surtout pour les filles et les enfants vivant avec un handicap dans les écoles/CDPE ciblés	La finition de la construction et équipement des salles de classes, salles d'activités, cantines, bureaux magasins, hangars cantines et latrines a rendu favorable l'accueil des filles et des enfants à mobilité réduite dans les écoles et les CDPE.
Résultat Immédiat 1120 : Un accès accru à des infrastructures d'eau et d'assainissement (points d'eau et latrines) améliorées pour les enfants du primaire et des CDPE, surtout pour les filles et les enfants vivant avec un handicap dans les écoles/CDPE ciblés	Les forages et latrines réalisées ont largement contribué à l'amélioration de l'hygiène et l'assainissement dans les écoles et CDPE.
Résultat Immédiat 1210 : Les connaissances des enseignants/ enseignantes et mères éducatrices en matière de lutte contre toutes formes de marginalisation et violence sont améliorées dans les écoles/CDPE ciblés	Les attitudes et comportements des enseignants/ enseignantes et mères éducatrices ont positivement changé en matière de lutte contre les formes de marginalisation et violence dans les écoles /CDPE. L'exemple de la réussite de la socialisation de la fille mentalement déficiente de Tongoroko qui a accédé au langage articulé en est une illustration.
Résultat Immédiat 1220 : Les pratiques des élèves et enfants du préscolaire (garçons/ filles) en matière d'eau, d'hygiène, d'assainissement, et environnement sont améliorées dans les écoles/CDPE ciblés	Les pratiques des élèves et enfants du préscolaire (garçons/ filles) en matière d'eau, d'hygiène, d'assainissement, et environnement sont améliorées dans les écoles/CDPE ciblés surtout, grâce aux latrines et forages réalisés.
Résultat Immédiat 1230 : Les mères éducatrices ont une meilleure connaissance du guide de conduite des activités des CDPE dans les écoles/CDPE ciblés	Grâce aux formations et suivi pédagogiques les mères éducatrices ont une meilleure connaissance du guide de conduite des activités des CDPE dans les écoles/CDPE ciblés.

<p>Résultat Immédiat 1240: Les filles et garçons du préscolaire et du primaire ont accès à une alimentation scolaire continue et durable et sont déparasités dans les écoles /CDPE ciblés</p>	<p>L'alimentation scolaire est assurée au niveau des 30 CDPE et 18 écoles et les stratégies de pérennisation sont déjà fonctionnelles en vue d'assurer sa continuité. Quant au déparasitage, l'État est de plus en plus régulier dans sa mise en œuvre ce qui est un signal fort de sa pérennisation.</p>
<p>Résultat Immédiat 1310: Les capacités des hommes et femmes membres des CGS, COGES, Association des Mères D'élevés (AMEs), les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP sont améliorées pour gérer efficacement les écoles primaires et les CDPEs en mode décentralisé dans les écoles/CDPE ciblés</p>	<p>Suite au renforcement des capacités élus, 11 communes sur 12 ont inscrit à leur PDSEC, l'appui à la prise en charge des cantines scolaires.</p>
<p>Résultat Immédiat 1320: Les connaissances des hommes et femmes membres des CGS, COGES, AMEs les élu(e)s des communes et les conseillers des AE et CAP et les cantinières sont améliorées en matière de genre, d'eau et assainissement et de nutrition dans les écoles/CDPE ciblés</p>	<p>A la faveur d'un atelier organisé à leur intention, les CGS ont revu à la hausse la part d'intérêt réservée à la pérennisation des cantines au détriment des autres postes de dépenses pris en charge par les intérêts générés par AGR.</p>
<p>Résultat Intermédiaire 1100: Une fréquentation accrue des écoles et des centres de développement de la petite enfance par les filles et les garçons grâce à des infrastructures scolaires favorables à l'accueil des filles et des enfants à mobilité réduite</p>	<p>La finition de la construction et équipement des salles de classes a réellement amélioré les conditions d'apprentissage dans les écoles bénéficiaires. Juste après la réception provisoire, les anciens abris ont été abandonnés au profit des nouvelles salles de classe à la grande satisfaction des enfants et de leurs encadreurs. La construction des salles d'activité a été un des facteurs d'amélioration de la fréquentation des CDPE. Espace d'encadrement de la petite enfance pour la préparation aux apprentissages de la vie scolaire, le CDPE est apparu dans la zone du projet comme élément très déterminant de sécurisation des enfants contre plusieurs dangers des zones inondées. Il nous a été rapporté par le Président du COGES de Guidiowel que le meilleur projet de tous les temps est et demeure le PASEQ à cause de la sécurisation des enfants à travers la fréquentation du CDPE dont il a appuyé la conception et la fréquentation.</p>
<p>Résultat Intermédiaire 1200: Les conditions d'apprentissage dans les écoles primaires et les CDPE sont améliorées de vue sanitaire, sécuritaire et alimentaire en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des garçons</p>	<p>L'évolution de l'effectif prouve à suffisance l'impact positif des cantines scolaires sur l'accès et le maintien des élèves et des enfants. Quant aux formations, elles ont contribué à améliorer la pratique de classes des enseignants et mères éducatrices, la gestion du personnel par les directeurs et les activités essentielles de suivis pédagogiques efficaces</p>
<p>Résultat Intermédiaire 1300: La gestion des écoles et des CDPE en mode décentralisé dans les zones ciblés par le projet est amélioré et sensible à l'égalité entre les femmes et les hommes</p>	<p>La communication entre les comités de gestion scolaires et les communes a été améliorée. L'intégration, depuis les phases programmatiques, de la prise en charge de l'alimentation scolaire par 11 communes sur 12 encadrées selon leurs PDSEC est une preuve matérielle d'une plus grande implication des communes en faveur de l'éducation préscolaire et primaire qui fait d'ailleurs partie des compétences qui leur ont été transférées légalement et pratiquement.</p>

Ajouts pour le rapport final

Enjeux de gestion et ajustements au projet

Ceci concerne **toute la durée du projet**.

Caractéristique des zones d'AKF, les inondations précoces expliquent en partie le retard dans les constructions et la réalisation de forages dans les écoles et CDPE. A la signature des contrats, beaucoup de sites étaient déjà inaccessible ou difficile à accéder. Si certaines entreprises ont pu anticiper sur les approvisionnements en matériaux et matériels par le pré-positionnement sur certains sites, plusieurs autres étaient devenus inaccessibles avant même de démarrer les constructions.

Gestion des stocks de vivres :

A la livraison des vivres en fin d'année scolaire 2014-2015, les communautés se sont retrouvées avec des stocks importants qui ont été gardés dans des magasins ne répondant pas toujours aux normes de stockage, malgré les consignes qu'ils ont reçues en matière de conservation des vivres. Une étude réalisée sur des échantillons de Niébé et de farines a révélé que d'importantes quantités de produits étaient détruites et impropres à la consommation. Cela a motivé le choix d'AKF de faire veiller les communautés à l'amélioration de l'entreposage des vivres destinés aux cantines. L'implication des services d'hygiène des centres de santé fait partie des mesures mises en place dans ce cadre. Le constat en 2015-2016 et 2016-2017 est que les cas de dégradation de produits alimentaires des cantines sont devenus très rares.

Ébola

A l'an deux du projet, en 2015, l'épidémie de la fièvre du virus Ébola avait dominé les priorités du gouvernement du Mali et de ses partenaires techniques et financiers. Pendant toute sa durée, les consignes avaient été données pour éviter les regroupements et cela a affecté les formations. Ainsi, afin d'éviter une aggravation de cette situation néfaste, le suivi avec le gouvernement et les autres partenaires a été renforcé à travers la participation aux différents cadres de concertation régionale afin d'assurer qu'AKF soit à jour par rapport aux nouvelles mesures convenues.

Insécurité

Mopti, en plus d'être le théâtre des interventions militaires et la principale région d'accueil des déplacés de la crise, continue d'attirer toutes les attentions sur le plan de l'insécurité résiduelle récurrente à travers différentes malheureuses situations en témoignent la prise d'otage à Sévaré, l'attaque du poste de gendarmerie du carrefour de Djenné et le conflit intercommunautaire de Mougnan parmi d'autres.

Pour prévenir des incidents malheureux, des consignes sécuritaires contraignantes ont limité la mobilité sur le terrain (exemple : Djenné, Youwarou, Tenenkoun, Sikasso) à cause des attaques sporadiques perpétrées par des groupes armés. Ces consignes ont aussi réduit le voyage au Mali d'équipes canadiennes pour appuyer les équipes au Mali. Tout ceci a entraîné des mesures contraignantes pour l'exécution correcte des activités. Par exemple l'entreprise du lot 5

avait rapporté que la peur de l'insécurité à Djenné a conduit à une augmentation des frais de prestation des ouvriers spécialisés.

A cela s'ajoutent les actes de vandalisme suite auxquels le chantier de construction du CDPE de Sofara II a été saccagé deux fois de suite malgré les multiples sensibilisations et les assurances données par les autorités locales, la sous-préfecture et les CAP. La motivation la plus évoquée étant la proximité avec le cimetière a fait que des dispositions ont été prises pour prendre en compte les valeurs locales dans les interventions. Les dernières démarches initiées ont permis la construction du dit CDPE au cours de l'année 2016 avec beaucoup de temps perdu et d'efforts consentis.

Pour résorber les retards dans les constructions des infrastructures scolaires et préscolaires, la collaboration avec les services techniques déconcentrés ainsi que l'implication des organes communautaires dans l'exécution et le suivi des activités ont été renforcées grâce à un mécanisme de suivi participatif opérationnel mis en place. Un rapportage à temps réel a permis à l'équipe terrain AKF de relayer les informations à la direction et adopter les mesures idoines afin de garantir la sécurité des agents. Dans ces contextes, les réceptions des ouvrages ont été organisées sans festivités malgré la volonté affichée de certaines communautés pour remercier le PASEQ de toutes ses réalisations.

Le niveau de sécurité dans la zone a continué à être suivi de près et les stratégies d'atténuation des risques qui y sont liés ont également été régulièrement mises à jour tout en améliorant le flux de communication.

Recrutement et gestion du mandat du bureau de contrôle :

Le bureau de suivi et de contrôle des chantiers a été recruté après le démarrage des activités et le lancement du processus de sélection des entreprises de construction suite à un réaménagement budgétaire à l'an 2 du projet. Ceci a constitué un léger retard qui fut maîtrisé au cours de la mise en œuvre.

Ce recrutement a été effectué par AKF avec la participation d'agents de la direction nationale de l'éducation préscolaire et spéciale DNEPS, de Plan Mali et de World Vision. Cette approche participative a prolongé le processus. Pour résorber ce retard, les suivis participatifs ont été renforcés et soutenus par des réunions techniques sous l'égide de l'Académie d'Enseignement, avec les 3 CAP de Mopti, Sofara et Djenné, les collectivités, les CGS et COGES. Ce dispositif a permis d'assurer la qualité et le respect des normes dans les constructions, de matériaux et de minimiser les erreurs d'implantation et de duplication d'ouvrages grâce à la remontée instantanée des informations relayées auprès du staff PASEQ pour la prise de décision. Suites aux réunions communautaires, les responsables de l'Académie de Mopti multiplient les initiatives au niveau communautaire. Le directeur de l'Académie de Mopti s'est engagé à donner trois classes équipées et y affecter des enseignants à toutes les communautés qui réaliseraient les clôtures de leur école.

Capacités techniques et financières des entreprises :

Les visites conjointes des chantiers ont permis de constater certaines faiblesses des entreprises comme l'insuffisance de personnel y compris des ouvriers spécialistes. L'approvisionnement des chantiers n'a pas suivi le plan d'exécution des chantiers, entraînant du retard dans l'exécution sur beaucoup de sites au départ des travaux. Plusieurs implantations ont aussi été reprises, des ouvrages démolis et refaits comme ce fut le cas dans les villages de Syn et de Tombokan grâce à la rigueur du bureau de suivi et de contrôle.

En termes de suivi de proximité presque aucune entreprise ne remplissait le cahier de charge en mettant un ingénieur coordinateur des chantiers et un technicien par site. Tout cela a impacté le délai et la qualité des ouvrages. La correction des insuffisances a contribué aux retards notés dans les constructions. Tout ceci constitue des leçons à partager.

Aussi, les entreprises se sont révélées dépendantes des seuls paiements d'AKF sur la base des décomptes approuvés par le bureau de contrôle.

Pour corriger ces imperfections, des consignes fermes, soutenues par des lettres d'explication, ont été données au bureau de contrôle qui devait aussitôt mettre en application les clauses du contrat et les recommandations des missions de suivi participatif. Les entreprises ont été sommées de soumettre et de respecter un plan d'accélération à la réunion synthèse de suivi.

Les leçons apprises dans le recrutement des entreprises de construction ont été capitalisées dans celui des entreprises pour la réalisation des forages. C'est ainsi qu'avant la signature des contrats avec les entreprises de forages, une mission conjointe AKF-DRH (direction régionale de l'hydraulique) a visité les ateliers et installations des entreprises favorites. Par ailleurs pour une meilleure gestion des forages négatifs, AKF a intégré dans les derniers DAO, des mentions claires indiquant que les études géophysiques qui ne garantissent pas l'obtention d'eau seront à la charge du prestataire. Enfin, l'alternative d'adduction sera étudiée selon là où cela est possible.

Facteurs techniques et partenariat :

Par souci d'inclusion et de prise en compte du genre dans la réalisation des infrastructures scolaires et préscolaires, plus spécifiquement, les latrines et les rampes d'accès pour enfants à mobilité réduite ont été ajoutées pour les CDPE et les écoles additionnelles. Les discussions pour l'intégration de la fermeture des CDPE, la prise en compte de deux aires de jeux au lieu d'une seule, les latrines filles et garçons géographiquement séparées et les salles d'activités au lieu des cases rondes pour les CDPE ont impacté le budget et les calendriers de construction. Ces plans revus de constructions ont été approuvés par la CADDE en concertation avec les groupes thématiques du consortium qui ont apporté des ajustements aux prévisions quantitatives des infrastructures.

AKF a initié des protocoles de collaboration avec les services techniques de l'AE, la DRACPN et la DRH pour assurer le transfert des compétences aux collectivités et aux communautés.

Fluctuation

La fluctuation des taux d'échanges entre le franc CFA et le dollar Canadien ont conduit à un suivi budgétaire régulier et des revues périodiques des projections. Ces mesures ont permis de minimiser les effets des fluctuations tout au long de la vie du projet.

Mobilité du personnel

Le PASEQ a connu le départ de deux staffs clés, le Chef de Projet deux fois et le Responsable en Suivi Evaluation. Ceci a affecté la mise en œuvre des activités pendant un certain temps. Pour minimiser l'impact du départ du 2^{ème} Chef de Projet, son remplaçant a été recruté avant son départ effectif et une passation de services entre ces deux a pu avoir lieu.

1.2.1 Ajustements au projet

Les enjeux de mise en œuvre du PASEQ susmentionnés concernant le démarrage des constructions, les exigences de qualité, l'insécurité et les procédures internes d'AKF, ont conduit aux ajustements suivant :

Composante 1100: « Une fréquentation accrue des écoles et des centres de développement de la petite enfance (CDPE) par des filles et des garçons grâce à des infrastructures scolaires favorables à l'accueil des filles et des enfants à mobilité réduite ».

Constructions :

Les ajustements ont porté sur le volume du travail, le type d'ouvrage et sur les sites d'intervention à la suite des modifications de plans.

Après l'analyse des dossiers techniques et les visites de démarrage, AKF a procédé à la suppression et ou l'annulation de deux blocs de latrines à trois cabines à Sirakoro et Makamou du fait de la réalisation des blocs de latrines par d'autres partenaires de l'école (UNICEF, le PROTOS et le PUPT). Des bureaux magasins ont été supprimés sur les sites de Mougna, Barbé, Ngolla, Somadougou, Guidjiwell et Sofara2 du fait de la duplication dans le DAO des bureaux magasins. C'est de ces ajustements que les 3 salles de classe de Makamou ont été construites.

Au terme de ce processus et pour répondre aux nouveaux besoins des communautés et à la sollicitation de l'Académie, le PASEQ a procédé à l'élargissement des cours des CDPE de Barbé et de Somadougou.

Avec l'appui conseil de la direction régionale de l'hydraulique DRH, les résultats de sélection des entreprises ont conduit à l'exécution seulement de 16 (8 au CDPE, 8 à l'école) des 29 forages prévus pour l'an 2 et à la planification des 13 à l'an 3. Pour y parvenir, après la sélection des entreprises les 4 lots qui constituaient ce marché ont été recomposés en fonction de l'accessibilité. Tous les 29 forages ont ainsi été réalisés avec satisfaction.

Aussi, pour compenser le forage négatif du CDPE de Barbé et pallier à la faiblesse de débit de celui de l'école du même village, 2 bornes fontaines ont été réalisées au niveau de ces deux sites et partir de l'adduction d'eau du village.

La prise en compte du genre a été transversale à toutes les composantes et est matérialisée par un plan d'action participatif qui s'inscrit en droite ligne avec les priorités de l'Académie d'Enseignement de Mopti à travers son plan d'action annuel.

Composante 1200 « **Les conditions d'apprentissage dans les écoles primaires et les CDPE sont améliorées du point de vue sanitaire, sécuritaire et alimentaire en tenant compte des besoins spécifiques des filles et des garçons** »

Le processus d'octroi et de gestion des fonds pour la pérennisation des cantines des 18 écoles et 30 CDPE a été revue afin de minimiser les risques d'échec de la stratégie. Il a été demandé aux communautés de transférer leurs comptes à la première agence de micro finance PAMF d'AKDN, bien implantée dans les deux cercles. Le protocole quadripartite initié à cette fin définit les rôles et les responsabilités des parties prenantes, précisant la gestion des intérêts du fonds.

Enfin, au lieu de procéder à deux remises annuelles d'un million par structure bénéficiaire et par remise, AKF a décidé d'une seule et unique remise de deux millions afin de combler le retard ainsi que d'augmenter les possibilités de transactions et d'intérêts. Ici la PAMF a un rôle prépondérant dans le transfert des ressources aux bénéficiaires et l'accompagnement nécessaire pour la réalisation des AGR à la demande AKF dans les limites de ses compétences.

Les services d'hygiène ont été systématiquement associés au processus de réception des vivres dans les cantines afin d'améliorer le processus de leur stockage et d'éviter leur dégradation. Des exigences ont été données sur la qualité des sacs et emballages des produits.

Enfin, l'implication de neuf coopératives agricoles compétentes dans le processus de l'alimentation scolaire des enfants des 30 CDPE encadrés par le projet à travers le warrantage a démarré dans le mois de décembre 2016 en vue d'une pérennisation plus solide. Les cérémonies de signatures des protocoles de mise en œuvre de la stratégie par les différents acteurs du processus ont réuni les neuf coopératives, 29 COGES sur les 30, 11 communes sur 12 du projet, les 3 CAP, l'Académie de Mopti, la PAMF et AKF. Tous les acteurs se sont engagés par écrit à ce processus de pérennisation des cantines à travers le warrantage.

Composante 1300 « La gestion des écoles et des CDPE en mode décentralisé dans les zones ciblées par le projet est améliorée et sensible à l'égalité entre les femmes et les hommes »

Suite au report consécutif des élections municipales dans un premier temps et, par la suite, à leur tenue tardive (fin 2016), en plus des élus, le personnel technique des collectivités a été formé sur les différentes thématiques pour prévenir le départ éventuel des élus formés et pour garantir le transfert de compétences.

1.2.2 Gestion des risques

Risque 1: Un déficit de communication entre les membres du consortium peut limiter l'harmonisation et l'efficacité du projet

La communication a amélioré entre AKF et les autres membres du consortium, notamment Plan et World Vision en ce qui concerne les constructions. AKF a ajusté son plan de décaissement après des communications sur l'expérience et les difficultés que ces deux autres organisations ont connues. Le Core Team a diffusé la liste des entreprises déjà sélectionnées pour permettre une meilleure distribution des marchés entre les prestataires. Enfin, les messages de rappel constamment partagés par le Core Team ont contribué à une bonne diffusion des informations, notamment les échéances importantes. Le partage est devenu une culture pour la réussite du PASEQ. Une mission d'échanges d'expérience a été organisée dans le cadre de la pérennisation des cantines.

Risque 2: Le risque de la maladie de la fièvre à virus Ebola

Le virus a pu être maîtrisé grâce à l'observation des comportements hygiéniques proposés dans le plan comme l'installation du dispositif de lavage des mains au savon dans les lieux des regroupements (les ateliers de formation et les réunions), la mise à disposition des détergents au niveau du personnel et la limitation des déplacements pendant les moments de forte contamination.

Risque 3 : L'insécurité

Ce risque a quelquefois perturbé l'exécution correcte du planning. Le déplacement des agents et des missions d'appui sur le terrain pour soutenir les équipes de terrain du projet ont été diminués. Aujourd'hui les missions sur Bamako sont autorisées seulement par avion et comporte des restrictions pour certaine zone du PASEQ.

Nouveau Risque 1: Les départs du staff ont affecté la mise en œuvre du projet

Pour y remédier, tous les staffs PASEQ sont formés et se sont appropriés les activités et extraits du projet. En plus, la gestion intérimaire est toujours une alternative efficace mais pas essentielle. Pour minimiser ce fléau inhérent à la vie des projets, la solution reste la maîtrise des activités et la bonne planification et la diligence des procédures administratives et financières.

Nouveau risque 2 : La faible capacité technique des prestataires et difficulté avec les contracteurs

Le nombre de rejets et la quantité des produits et services annulés sont modérément expressifs. Pour y remédier, le contrôle de référence est désormais soutenu par des visites d'entreprises et des réalisations.

Malgré toutes les dispositions prises, le risque demeure réel quant aux constructions du fait de l'inondation et des difficultés inhérentes à la coordination de plusieurs acteurs dans des délais courts. Pour relever les défis, l'équipe devra s'investir avec l'accompagnement et la mobilisation des ressources humaines internes et externes y compris celles de l'État, d'AKFC et des membres du Consortium.

Résultats percutants

Résumez les résultats attendus et apportez un aperçu des **résultats-clé** atteints par le PASEQ **sur toute sa durée**. (Cf. tableau des résultats pp 15 et 16 ci-dessus)

Analyse de la performance du PASEQ selon les critères suivants :

- Pertinence du projet :

A tous égards, ce projet est apparu comme la réponse appropriée à diverses problématiques, donc pertinent.

- Concernant les constructions de salles de classes et salles d'activités, la première action des communautés ayant porté sur ces infrastructures après leur réception (achèvement) a toujours été leur occupation pour leur usage immédiat. Ces salles ont toutes remplacé des abris provisoires ou inadéquats pour des actions d'apprentissage ou d'encadrement d'enfants. Il est actuellement aisé de constater que le cadre d'apprentissage a bien été amélioré grâce à ces infrastructures construites. Le taux de préscolarisation s'est considérablement amélioré dans les villages d'intervention du projet, soit de 17,8% à 41,3% et dans les CAP du projet, comme par exemple à Djenne où le taux a évolué de 6,7% en 2014-15, 7,6% en 2015-16 et à 8,1% en 2016-17. Bien que cette évolution soit croissante dans les CAP d'intervention du projet, elle est plus marquée dans les sites d'intervention du projet avec 23,5% et s'explique par la mise à disposition d'infrastructures et équipements adéquats dans les sites du projet. Le taux de scolarisation quant à lui, a passé de 79,4% en 2015-2016 à 80,7% en 2016-2017. L'évolution timide de cet indicateur cache de grands efforts consentis dans un contexte d'insécurité qui a vu la fermeture temporaire de certaines écoles, notamment Samaye (cercle de Djenné) et Saré Seyni (cercle de Mopti), et le manque de certains cours dans plusieurs établissements. Pour preuve, comparé aux données des CAPs 74% et 49,15%

respectivement pour Mopti et Djenne, la progression est considérable dans les zones PASEQ.

- L'hygiène et l'assainissement ont été largement améliorés dans les écoles et CDPE grâce aux forages et latrines réalisées.
 - Grâce aux infrastructures adaptées et aux diverses formations reçues par les Mères Éducatrices, les CDPE ont mieux répondu aux besoins des enfants, y compris ceux vivant avec des handicaps, comme par exemple le cas de la déficiente mentale de Tongoronko qui a pu accéder au langage articulé et à une socialisation réussie grâce au CDPE du village.
 - L'alimentation scolaire a été reconnue comme un facteur déterminant de la qualité de l'éducation et particulièrement de la fréquentation scolaire des enfants provenant de villages éloignés des sites d'implantation des écoles. Elle est appuyée par le projet au niveau des 30 CDPE et de 18 écoles. Avec la formation des élus sur la gestion de l'école en mode décentralisé, son importance a été reconnue par les autorités communales et il s'est avéré nécessaire d'intégrer la prise en charge des cantines dans leur PDSEC, notamment dans le budget additionnel du dit PDSEC. Sur les 12 communes d'intervention, 11 affirment avoir intégré cette prise en charge dans leur PDESC, seulement une seule commune (Derari) ne l'a pas fait. Donc cet indicateur est largement atteint.
 - La gestion des structures scolaires et préscolaire est assurée par les comités de gestion (COGES/CGS) qui ont été évalués comme des comités avec une très bonne gestion soit un pourcentage de 100% par l'analyse des données collectées par le volet suivi & évaluation du projet. Cette amélioration a été favorisée grâce aux renforcements de capacité des COGES/CGS sur leur rôle et responsabilité. A ceux-ci, s'ajoute l'appui technique des CAP et des agents de développement communautaire d'AKF. Selon le Président du COGES de Guidiowel (commune de Fakala, cercle de Djenné), le meilleur projet de tous les temps que ce village ait connu a été et demeure le PASEQ à cause de la sécurisation des enfants à travers la fréquentation du CDPE dont il a appuyé la conception, la fréquentation et la rétention des enfants par la qualité des infrastructures et équipements et l'alimentation préscolaire.
- Durabilité/pérennisation ;

Pour la durabilité des actions initiées et / ou appuyées, le projet a bénéficié de l'accompagnement des services déconcentrés de l'État et communautés bénéficiaires, depuis la planification des activités jusqu'à leur suivi évaluation. A titre d'exemples, l'analyse des DAO pour la construction d'infrastructures scolaires et préscolaires a été effectuée dans les bureaux d'AKF avec la participation de la DNPS. Celle des pompes à motricité humaine a vu la participation de la DRH de Mopti tandis que la planification des activités de formation a été faite avec le Chargé de formation de l'Académie d'Enseignement de Mopti.

- Partenariat ;

Les services techniques déconcentrés : Ce sont :

- L'Académie d'Enseignement Mopti : supervision des activités de formation des maîtres et Mères Educatrices ;
- Centres d'Animation Pédagogique dont les conseillers pédagogiques ont en charge l'animation des ateliers de formation des Enseignants et Mères Educatrices
- Direction Régionale de la Santé ;
- Les CSREF ;
- La Direction Régionale de l'Assainissement ;
- La CADDE ;
- La DNEPS qui a participé à la commission d'analyse des offres et à la sélection des entreprises.
- Les collectivités

Les prestataires et fournisseurs privés :

- Prestataires, Entreprises, Bureaux d'Etudes
- Les ONG pour concertations, échange d'informations et d'expériences
- Innovation :

Le warrantage effectué par 9 coopératives agricoles au bénéfice de 30 CDPE apparaît comme une importante innovation. En effet, toutes les 9 coopératives retenues dans le cadre de la stratégie de pérennisation des cantines à travers le Warrantage résident dans les villages bénéficiaires ou en tout cas dans l'aire de recrutement de ces structures. Ce faisant, on assiste à une intégration harmonieuse des actions de développement de l'ensemble de la zone. Aussi, il a toujours été demandé par la Direction Nationale des cantines scolaires, de privilégier les produits locaux dans l'alimentation scolaire.

Apprentissages

Faites état des apprentissages par rapport à ce qui a bien marché ou moins bien marché. Veuillez donner des exemples concrets.

Discutez des plans futures pour capitaliser sur les réalisations de l'initiative et indiquez toutes recommandations en terme de politique qui émergeraient de cette initiative (stratégies, processus, règlementations).

En termes de suivi de proximité presque aucune entreprise ne remplissait le cahier de charge en mettant un ingénieur coordinateur des chantiers et un technicien par site. Tout cela a impacté le délai et la qualité des ouvrages. La correction des insuffisances a contribué aux retards notés dans les constructions. Tout ceci constitue des leçons à partager.

Le recrutement des entreprises de construction a été effectué par AKF avec la participation d'agents de la direction nationale de l'éducation préscolaire et spéciale DNEPS, de Plan Mali et de World Vision. Cette approche participative a prolongé le processus. Pour résorber ce retard, les suivis participatifs ont été renforcés et soutenus par des réunions techniques sous l'égide de l'Académie d'Enseignement, avec les 3 CAP de Mopti, Sofara et Djenné, les collectivités, les CGS et COGES. Ce dispositif a permis d'assurer la qualité et le respect des normes dans les constructions, de matériaux et de minimiser les erreurs d'implantation et de duplication d'ouvrages grâce à la remontée instantanée des informations relayées auprès du staff PASEQ pour la prise de décision.

Les leçons apprises dans le recrutement des entreprises de construction ont été capitalisées dans celui des entreprises pour la réalisation des forages. C'est ainsi qu'avant la signature des contrats avec les entreprises de forages, une mission conjointe AKF-DRH (direction régionale de l'hydraulique) a visité les ateliers et installations des entreprises favorites. Par ailleurs pour une meilleure gestion des forages négatifs, AKF a intégré dans les derniers DAO, des mentions claires indiquant que les études géophysiques qui ne garantissent pas l'obtention d'eau seront à la charge du prestataire.

Les formations ont été dans l'ensemble animées par l'AE et les 3 CAP partenaires. Cela a facilité les suivis post formations et la prise en charge des nouveaux besoins décelés chez les enseignants et mères éducatrices et a renforcé l'implication des services déconcentrés de l'état du domaine de l'éducation.

Grâce à la formation des élus en gestion de l'école en mode décentralisé, l'importance de l'éducation préscolaire et primaire et particulièrement celle de l'alimentation scolaire des cibles de ce niveau d'éducation ont été positivement perçues par les autorités communales. Par conséquent, il est actuellement aisé de constater que la prise en charge des cantines scolaires et des CDPE est inscrite sur 11 PDSEC sur 12 communes partenaires.

L'engagement des communautés dans l'accompagnement du projet pour la pérennisation des acquis est manifeste à travers les récentes décisions de la revue à la hausse de la part de la pérennisation des cantines à hauteur de 70% des intérêts générés par les AGR au détriment des autres postes de dépense que sont le complément des frais de condiments pour 15% et le fonctionnement du CGS et des petites dépenses de l'école pour 15%.

Annexes

Annexe des communications: contient les textes que GAC peut utiliser pour publier de l'information basic sur l'initiative et devrait inclure:

1. Tous matériels communicationnels développés pour le projet (Vidéo, Cas des succès,)
2. Témoignages de bénéficiaires ;
3. Mentions de communiqués de presse et autres déclarations qui font la reconnaissance de la contribution de GAC. Réunir les séquences media d'autres organisations ; les extraits devrait être inclus. (Collecter auprès des conseillers à la communication la liste et les liens Web des publications faites sur le projet ; inclure aussi des coupures de presse (copies des publications faites dans les journaux au sujet du PASEQ), et les copies digitales de couvertures médiatiques télévisées, copies d'annonces radiodiffusées, etc.)

Outils de gestion des Résultats et des Risques: la version finale du cadre logique, le CMR et le registre des risques.

Inclure une note explicative pour indiquer les changements dans l'historique du projet qui ont été jugés nécessaires.

Extrants et Résultats: pour chaque extrant & résultat, inclure:

1. Les résultats cumulés;

2. *Variance et résultats non prévus (pour chaque résultat expliquer les variations), si la variation est de plus de 10% de la cible escomptée, fournir une explication (pour les écarts positifs ou négatifs).*

Liste des partenaires:

1. *Présenter la liste complète des partenaires, notamment ceux gouvernementaux, de la société publique ou du secteur privé, tout en précisant les rôles spécifiques qui ont joué dans le projet.*
2. *Fournir l'adresse complète/les coordonnées d'au moins un partenaire dans chaque cercle d'opération du PASEQ.*

List of all initiative and technical reports

Liste de tous les rapports techniques écrits sur le PASEQ.

Liste de tous les sous-contractants (Canadiens, non-canadiens ou internationaux, ainsi que les sous-contractants maliens)

Partage des coûts: *présentation finale compréhensive sur les contributions en nature ou financières faites à l'initiative de la part de l'organisation ou toutes autres sources spécifiées dans l'article 5 (Financement ce l'Initiative des Articles de l'Accord - Initiative Financing of the Articles of Agreement).*

Exécution du travail de construction: *fournir un certificat d'achèvement délivré par une autorité indépendante compétente qui atteste de l'achèvement de la construction.*